

Une décennie de frénésie militaire Dépenses militaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Par Fanny Lutz

26 février 2013

Résumé

La dernière décennie a été témoin d'un processus de militarisation du monde sur lequel la crise économique et financière mondiale ne semble avoir eu qu'un impact limité, en particulier au Sud et à l'Est de la Méditerranée. Cette Note d'analyse dresse un état des lieux des dépenses militaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Elle propose aussi quelques pistes pour une meilleure compréhension des investissements colossaux en cours dans ces régions. Elle met notamment en exergue le potentiel militaire qu'offre la rente pétrolière dans les pays qui en bénéficient et s'attarde sur deux pays singuliers en la matière : l'Algérie et l'Arabie saoudite.

Mots-clés : Moyen-Orient, Afrique du Nord, dépenses militaires, Arabie saoudite, Algérie.

Abstract

A decade of military craving

Military expenditure in the Middle East and North Africa

The past decade has been characterised by a process of global militarisation on which the economic and financial crisis seem to have had little or no impact on, especially in southern and eastern Mediterranean countries. By drawing up the balance sheet of military expenses in the region, this paper aims at providing a better understanding of the massive defence-related investments made by MENA countries. Particularly, it highlights the military potential generated by oil income and focuses on the two countries with the highest military expenses in the MENA region: Algeria and Saudi Arabia.

Keywords: Middle-East, North Africa, military expenditures, Saudi Arabia, Algeria.

Citation :

LUTZ Fanny, *Une décennie de frénésie militaire - Dépenses militaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*, Note d'Analyse du GRIP, 26 février 2013, Bruxelles.

URL: <http://www.grip.org/node/810>



Introduction

Le début du 21^e siècle a été témoin d'une croissance continue des dépenses militaires mondiales, lesquelles semblent avoir atteint un plafond culminant à 1 634 milliards de dollars en 2011¹. Toutefois, cette évolution ne traduit pas les mêmes réalités dans les différentes régions du monde : si l'Europe n'a accru ses dépenses que de 8,3% entre 2002 et 2011, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ont enregistré des hausses respectives de 107% et de 41,5% au cours de cette même période. De même, alors que les pressions budgétaires imposées par la crise financière qui a frappé l'économie mondiale en automne 2008 ont amené certains États à tailler dans leur budget militaire, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ne semblent pas s'être ralliés à cette tendance.

Une véritable militarisation y semble en cours, motivée par divers facteurs tels que la sécurité intérieure ou la stabilité régionale. En outre, les menaces sont désormais régionales voire mondiales : il devient très rare que la seule sécurité d'une entité étatique soit en jeu si bien que les dépenses militaires ne sauraient refléter fidèlement les objectifs sécuritaires des gouvernements. Il serait certes réducteur de prétendre fournir ici une explication unique des logiques qui sous-tendent les investissements colossaux en cours dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA). Néanmoins, l'analyse des ressources économiques dédiées au militaire apporte un éclairage sur les priorités gouvernementales ainsi que sur l'orientation adoptée par les États en la matière. Dès lors, cette Note d'analyse se propose d'esquisser certaines pistes de compréhension des dépenses militaires auxquelles procèdent les États des régions nord-africaine et moyen-orientale, régions récemment touchées par ce que d'aucuns ont appelé « le printemps arabe », à savoir une série de révoltes en faveur d'améliorations d'ordre économique, social et politique qui ont revêtu des formes variées.

Avant d'entamer l'examen des dépenses militaires de ces régions, il convient de souligner le caractère évolutif et composite dudit « monde arabe » dont les composantes se trouvent actuellement dans des situations hétérogènes sur les plans politiques et économiques notamment : alors que quatre pays de la zone sont en pleine transition (Tunisie, Égypte, Libye et Yémen), d'autres connaissent une évolution graduelle vers davantage d'ouverture démocratique (Jordanie, Liban) tandis que l'immobilisme prévaut dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, lesquels ont su se prémunir contre toute contagion révolutionnaire.

Outre ces nouvelles lignes de fracture entre les États du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, les pays de ces deux ensembles, bien que voisins, se distinguent également quant à leur perception des menaces, leurs niveaux de dépenses et les dynamiques stratégiques et politiques auxquelles ils répondent. Cette étude est divisée en conséquence et s'attarde sur les deux pays phares autour desquels s'articulent ces ensembles régionaux : l'Arabie saoudite et l'Algérie. Enfin, quelques éléments de réflexion qui dépassent le cadre purement économique sont proposés pour conclure l'analyse.

1. Un montant presque égal à celui de 2010 en termes réels. Précisons que cette stagnation est largement attribuable à la baisse des dépenses militaires engagées par six des plus importants budgets militaires mondiaux à savoir l'Allemagne, le Brésil, les États-Unis, la France, l'Inde et le Royaume-Uni. Ces derniers ont en effet réduit leurs dépenses militaires, le plus souvent pour combler leur déficit budgétaire tandis que d'autres grands dépensiers, tels que la Chine, la Russie et l'Arabie saoudite, les ont augmentés : voir notamment LESPARRÉ Sabrina, MAMPAEY Luc, *Dépenses militaires, Production et transferts d'armes, Compendium 2013*, < <http://www.grip.org/fr/node/808> >, *SIPRI Yearbook 2012: Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford University Press: Oxford, 2012, p.147 et SHAH Anup, « World Military Spending », *Global Issue*, 2012.

Considérations méthodologiques

Les dépenses militaires dont il est question dans cette Note d'analyse englobent toutes les dépenses qui concourent à l'effort de défense². Évaluations des sommes affectées par les gouvernements à des fonctions militaires, elles traduisent l'acquisition de ressources physiques qui peuvent être très différentes : des salaires du personnel aux achats de matériel de guerre³. Nous aborderons les dépenses militaires principalement sous deux angles : d'une part, exprimées en dollars au taux de change de 2010 ; d'autre part, en tant que proportion du produit intérieur brut. Enfin, il n'existe aucun lien direct entre l'attribution de ressources financières au militaire et la capacité militaire ou sécuritaire d'un État.

Par ailleurs, aux fins de cette Note, nous avons fait le choix de nous baser sur la définition de la zone MENA avancée par le SIPRI, laquelle exclut Djibouti, la Mauritanie et le Soudan. Cette délimitation permet de dresser un ensemble cohérent aux niveaux stratégique et politique. Ainsi, l'expression « Afrique du Nord », se rapporte ici à l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie. Quant au Moyen-Orient, il fait référence aux territoires suivants : l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis (EAU), l'Irak, l'Iran, Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Oman, le Qatar, la Syrie, les territoires palestiniens occupés et le Yémen. Toutefois, nous avons pris le parti de ne pas inclure le Yémen, l'Irak, l'Iran et le Qatar au sein des statistiques représentant la tendance régionale générale et ce, en raison de l'absence de données pour ces pays ou de leur imprécision qui risqueraient de fausser l'analyse.

Le manque de transparence des États de la région MENA rend particulièrement difficile l'analyse des ressources affectées au secteur militaire⁴. En effet, il est fréquent que les dépenses militaires n'apparaissent pas dans les chiffres officiels (c'est le cas du Bahreïn et de l'Iran). Certains États ne rapportent pas leurs dépenses militaires séparément de leurs dépenses plus générales « de sécurité » tandis que d'autres ne fournissent que les chiffres du budget, lesquels peuvent fortement varier des dépenses réelles. Enfin, il arrive également que certains achats d'armes soient payés directement par les revenus du pétrole et n'apparaissent en conséquence pas dans les comptes du gouvernement.

1. Les dépenses militaires du Moyen-Orient

Ce chapitre analyse les dépenses militaires engagées par les États du Moyen-Orient et se scinde en trois sections, en évoquant tout d'abord quelques chiffres clés. Par la suite, il étudie l'impact de la crise économique et financière mondiale de 2008 sur les économies du Moyen-Orient afin de déterminer dans quelle mesure la récession mondiale a affecté les économies des pays moyen-orientaux et a entraîné une révision des dépenses militaires. Enfin, les principaux facteurs qui

2. Les données relatives aux dépenses militaires étudiées dans cette note d'analyse sont extraites des bases de données du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) mises à jour chaque année dans le *SIPRI Yearbook* et du rapport annuel de l'International Institute for Strategic Studies (Military Balance)

3. Pour plus de détails voir la définition établie par le SIPRI, < http://www.sipri.org/research/armaments/milex/researchissues/measuring_milex >.

4. À cet égard voir le baromètre de transparence établi par Small Arms Survey dans *Small Arms Survey 2012, Moving Targets*, Genève, 2009 et PERLO-FREEMAN Sam, « Arms transfers to the Middle East », *SIPRI Background Paper*, juillet 2009.

stimulent les investissements militaires effectués par les pays de la région sont mis en exergue et détaillés. Enfin ce chapitre se focalise sur l'État le plus dépensier de la région : l'Arabie saoudite.

1.1. Tendances régionales

1.1.1. Des montants vertigineux

Au cours de la décennie passée, les sommes affectées au secteur militaire n'ont cessé de croître au Moyen-Orient. De même, alors que les dépenses mondiales se sont stabilisées en 2011, la région continue d'afficher une nette tendance à la hausse : les dépenses militaires y atteignaient 123 milliards de dollars en 2011, contre 78 milliards de dollars en 2002, soit une augmentation de 58% (voir Graphique 1 en annexe). Tous les pays de la région pour lesquels des données sont disponibles ont accru leurs dépenses militaires au cours de la dernière décennie, à l'exception de l'Égypte et d'Israël. Parmi les plus importantes hausses, épinglons les Émirats arabes unis, la Jordanie et l'Arabie saoudite qui arbore une hausse exceptionnelle de 90% entre 2002 et 2011. Enfin, comme l'illustre le tableau synthétique ci-dessous, les dépenses se sont essentiellement accélérées entre 2002 et 2007. Depuis lors, elles sont demeurées relativement stables.

Tableau 1 - **Dépenses militaires dans certains pays du Moyen-Orient, en millions de dollars aux prix et taux de change de 2010.**

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | Progression entre 2002 et 2011 |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------------------------------|
| Arabie saoudite | 24 343 | 24 522 | 27 262 | 32 849 | 37 420 | 43 105 | 42 306 | 43 477 | 45 245 | 46 219 | +89,9% |
| Bahreïn | 485 | 557 | 561 | 555 | 604 | 639 | 691 | 777 | 776 | 883 | +82,1% |
| Égypte | 4 784 | 5 012 | 4 742 | 4 732 | 4 842 | 4 877 | 4 542 | 4 408 | 4 289 | 4 107 | -14,2% |
| EAU | 9 964 | 10 455 | 11 289 | 10 506 | 10 632 | 11 412 | 13 752 | 15 913 | 16 062 | / | +61,2% |
| Israël | 15 971 | 15 982 | 15 275 | 14 704 | 15 668 | 15 213 | 14 610 | 14 737 | 14 242 | 15 209 | -4,80% |
| Jordanie | 760 | 877 | 814 | 809 | 885 | 1 236 | 1 398 | 1 474 | 1 367 | 1 310 | +72,4% |
| Koweït | 4 136 | 4 457 | 4 797 | 4 642 | 4 612 | 4 913 | 4 526 | 4 478 | 4 715 | 5 178 | +25,2% |
| Liban | 1 193 | 1 199 | 1 219 | 1 238 | 1 230 | 1 349 | 1 237 | 1 490 | 1 633 | 1 657 | +38,9% |
| Oman | 3 368 | 3 543 | 3 983 | 4 802 | 5 134 | 5 201 | 4 952 | 4 633 | 4 895 | 4 074 | +20,1% |
| Syrie | 2 008 | 2 302 | 2 306 | 2 319 | 2 086 | 2 217 | 2 010 | 2 282 | 2 346 | 2 490 | +24,0% |

Source : GRIP sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < <http://milexdata.sipri.org/> >

Par ailleurs, le Moyen-Orient demeure la région où les efforts de défense en pourcentage du PIB sont les plus élevés au monde. La plupart des pays de la région ne disposent d'aucune industrie de défense et sont en conséquence de gros importateurs d'équipements militaires⁵. En 2010, la part du PIB allouée au domaine militaire s'élevait en moyenne à 5,15%⁶ contre une moyenne mondiale de 2,63% et de 1,76% pour l'Union européenne⁷. Pour la période 2000-2010, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Oman ont consacré une plus grande part de leur PIB au secteur militaire que n'importe quel autre pays pour lequel des données sont disponibles. Israël poursuit

5. ACHEAR (Association des auditeurs et cadres des hautes études de l'armement), « La défense dans un monde en mutation 2012 », *Collection armement et sécurité*, Paris : La documentation française, 2012.

6. Cette moyenne exclut le Yémen, l'Irak, l'Iran et le Qatar conformément aux dispositions énoncées dans la méthodologie. Source : SIPRI Military Expenditure Database, < <http://milexdata.sipri.org/> >.

7. MAMPAEY Luc, *Dépenses militaires, Production et transferts d'armes, Compendium 2012*, p.16, < www.grip.org/fr/node/11 >.

également ses investissements dans le domaine, soutenu par le financement accordé par son allié américain⁸. Néanmoins, si la proportion du revenu national dédiée au renforcement du potentiel militaire, *per se*, fournit une bonne indication du poids accordé à la défense au sein du budget, son évolution, elle, ne traduit pas adéquatement la tendance en raison de la flambée des prix du pétrole qui a gonflé les revenus des pétromonarchies.

Tableau 2 - Proportion du PIB dédiée aux dépenses militaires au Moyen-Orient, en % du PIB

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|-----------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Arabie saoudite | 11,5 | 9,8 | 8,7 | 8,4 | 8,0 | 8,3 | 9,2 | 8,0 | 11,0 | 10,1 |
| Bahreïn | 4,2 | 4,7 | 4,8 | 4,3 | 3,6 | 3,4 | 3,2 | 3,0 | 3,9 | 3,4 |
| Égypte | 3,3 | 3,4 | 3,3 | 3,0 | 2,9 | 2,7 | 2,5 | 2,3 | 2,1 | 2,0 |
| Israël | 8,4 | 9,6 | 9,6 | 8,7 | 8,0 | 8,1 | 7,5 | 7,1 | 7,0 | 6,5 |
| Jordanie | 5,9 | 5,4 | 6,0 | 5,1 | 4,8 | 4,8 | 6,1 | 5,9 | 6,0 | 5,0 |
| Koweït | 7,7 | 7,4 | 6,5 | 5,8 | 4,3 | 3,6 | 3,6 | 3,0 | 3,9 | 3,6 |
| Liban | 5,4 | 4,7 | 4,6 | 4,4 | 4,4 | 4,5 | 4,6 | 3,9 | 4,1 | 4,2 |
| Oman | 12,5 | 12,4 | 12,2 | 12,1 | 11,8 | 11,0 | 10,3 | 7,6 | 9,6 | 8,5 |
| Syrie | 5,5 | 5,4 | 6,2 | 5,5 | 5,0 | 4,4 | 4,1 | 3,6 | 4,0 | 4,1 |
| EAU | 9,8 | 8,6 | 7,9 | 7,4 | 5,6 | 5,1 | 5,0 | 5,5 | 7,6 | 6,9 |

Source : GRIP sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < <http://milexdata.sipri.org/> >

1.1.2. L'impact de la crise économique et financière et le poids du pétrole

Les pays de la région n'ont pas été épargnés par la crise économique et financière mondiale. En 2009, à l'instar de nombreux pays du monde, ils ont enregistré une croissance économique très inférieure à celle de 2008 voire négative pour certains États (notamment les Émirats arabes unis avec Dubaï et l'éclatement de sa bulle financière, et le Koweït).

Tableau 3 - Taux de croissance du PIB, en %, entre 2008 et 2011

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|-----------------|------|-------|------|------|----------|-------|-------|-------|--------|
| Arabie saoudite | 4,23 | 0,09 | 5,12 | 7,06 | Jordanie | 7,23 | 5,48 | 2,31 | 2,59 |
| Bahreïn | 6,31 | 3,20 | 4,74 | 2,10 | Koweït | 4,20 | -7,82 | 2,52 | 8,16 |
| Égypte | 7,16 | 4,67 | 5,15 | 1,78 | Liban | 9,30 | 8,50 | 7,00 | 1,50 |
| EAU | 5,32 | -4,80 | 1,30 | 5,19 | Oman | 13,12 | 3,91 | 4,96 | 5,44 |
| Irak | 9,51 | 2,89 | 2,97 | 8,86 | Qatar | 17,67 | 11,96 | 16,73 | 14,12 |
| Iran | 0,58 | 3,95 | 5,90 | 2,04 | Syrie | 4,48 | 5,91 | 3,44 | / |
| Israël | 4,03 | 0,84 | 5,74 | 4,61 | Yémen | 3,65 | 3,87 | 7,70 | -10,48 |

Source: GRIP sur base de IMF World Economic Outlook Database, < <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/02/weodata/index.aspx> >.

8. L'aide accordée à l'État hébreu s'élève à plus de 30 milliards de dollars entre 2007 et 2017. Les trois quarts servent à l'achat d'armes à des sociétés américaines tandis qu'un quart de ce total finance des achats d'équipements militaires auprès d'entreprises israéliennes.

Si les pays importateurs de pétrole – comme la Jordanie et le Liban – sont ceux qui ont le moins été frappés par la crise d’automne 2008, ils ont néanmoins subi un important ralentissement économique ces dernières années en raison des conséquences indirectes de la crise sur leur économie, telles que la récession chez leurs principaux partenaires commerciaux en Occident qui a entraîné une baisse des exportations de la région et la contraction des marchés internationaux de crédit⁹. Quant aux pays exportateurs de pétrole, ils ont davantage ressenti l’impact de la crise dès la fin de l’année 2008 à cause de la dépendance de leur revenu national au pétrole dont le cours s’est effondré à cette période. Parmi ceux-ci, les États membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) ont été particulièrement touchés en raison de l’intégration de leurs économies aux marchés mondiaux. Quant aux pays arabes en transition, les perturbations politiques et sociales persistantes ont freiné la reprise de l’économie. Quoiqu’il en soit, à l’exception de la Syrie et du Yémen¹⁰, la croissance de ces États exportateurs s’est redressée dès 2009 à la faveur de l’explosion des cours énergétiques¹¹.

Carte 1 - Exportateurs et importateurs de pétrole



Source : Fonds monétaire international

En dépit de ces chutes générales – et parfois vertigineuses – du taux de croissance du PIB, tous les pays de la région ont augmenté la part du PIB consacrée au militaire entre 2008 et 2009, à l’exception de l’Égypte et d’Israël. Il ressort d’une comparaison des tableaux 2 et 3 que les priorités budgétaires des pays affectés par la crise demeurent inchangées : les investissements militaires sont demeurés élevés. Alors que des mesures d’austérité ont plombé les budgets militaires de certains pays – en Europe et en Amérique notamment –, les fonds alloués à la défense sont largement apparus comme intouchables dans la région moyen-orientale. En somme,

9. Fonds monétaire international, « Les Pays du Moyen-Orient ont atténué les effets de la crise mondiale grâce à la solidité des fondamentaux de leur économie », *Communiqué de presse n° 09/155*, 10 mai 2009 ; Fonds monétaire international, « Regional economic outlook update : Middle East and Central Asia », *Rapport*, avril 2012.

10. Aux côtés de l’Algérie et de l’Iran, la Syrie et le Yémen « (...) ont connu collectivement une réduction de moitié des revenus des hydrocarbures en 2009, avec une chute des exportations de 40% entre 2008 (212 milliards de dollars) et 2009 (125 milliards de dollars) » : Banque mondiale, « La région du Moyen-Orient et d’Afrique du Nord montre des signes de reprise en 2010 », *Communiqué de Presse*, 9 juin 2010.

11. Banque mondiale, « Mise à jour économique sur le Moyen-Orient et l’Afrique du Nord: Sortir de la crise financière », *Article de fond*, 12 mai 2010.

l'inertie du budget alloué à la défense en dépit de la conjoncture économique difficile témoigne du choix stratégique de long terme adopté par la plupart des pays de la région.

Qui plus est, ces pays se sont mieux sortis de la crise économique et financière que d'autres régions du monde et ont pu maintenir leurs dépenses publiques en puisant dans leurs abondantes réserves constituées par les revenus croissants de la manne pétrolière. La rente pétrolière a donc permis « d'atténuer les effets du ralentissement mondial sur leurs économies et celles des pays voisins avec lesquels ils ont des liens économiques de plus en plus étroits »¹².

Enfin, ces niveaux élevés de dépenses militaires ont pu être maintenus grâce à l'embellie financière consécutive à la hausse continue du cours du brut depuis 2009. Bien que l'évolution des sommes allouées à la défense ne suive pas exactement le cours du baril, les deux demeurent liées puisque ce sont les revenus pétroliers qui déterminent principalement les budgets de l'État. D'une manière générale, quand les prix du pétrole augmentent fortement, les ressources publiques consacrées à l'effort de défense suivent la même tendance. Toutefois, la relation inverse ne se vérifie pas nécessairement : si Oman a diminué ses dépenses militaires de 12% en 2009, l'Arabie saoudite les a en revanche augmentées de 6%.

Il n'est pas anodin que la dernière décennie ait été marquée par une forte remilitarisation des régions qui détiennent les plus importantes réserves de pétrole au monde et dont les recettes nationales sont tirées à plus de 90% des exportations de pétrole. Les pétrodollars ne servent pas qu'au développement des pays riches en hydrocarbures : la guerre entre l'Irak et l'Iran, au cours de laquelle l'Irak a utilisé ses revenus pétroliers pour acheter des armes, et la guerre du Koweït ont été financées par la manne pétrolière.

Au cours des périodes de hausse des prix des hydrocarbures, les pays dotés d'importantes réserves de pétrole disposent d'importantes liquidités qu'ils sont enclins à investir dans des contrats d'armements¹³. C'est pourquoi, ce sont les États exportateurs qui affichent les augmentations les plus impressionnantes de leurs dépenses militaires au cours de la dernière décennie. D'une part, le pétrole confère aux exportateurs une aisance financière qui leur permet de s'armer davantage que les pays importateurs. D'autre part, cette richesse en or noir les dote d'un certain pouvoir dans les relations commerciales. Cette relation de « pétrole contre des armes » s'est illustrée à maintes reprises au cours de ce troisième choc pétrolier des années 2000. Ainsi par exemple, début 2008, un groupe de treize sénateurs américains avait menacé de bloquer une importante vente d'armes à l'Arabie saoudite si celle-ci n'acceptait pas d'augmenter sa production de pétrole pour en réduire le prix¹⁴.

1.1.3. Les principaux moteurs de la course à l'armement

Pour nombre d'analystes¹⁵, une véritable course à l'armement a été lancée dans la région. Celle-ci est imputable à l'insécurité chronique de la région, aggravée par les ambitions nucléaires de l'Iran, la situation sécuritaire instable du Yémen et de l'Irak et l'insoluble conflit israélo-palestinien¹⁶. Plus précisément, cette surenchère d'investissements militaires semble avoir été amorcée par la guerre du Golfe du début des années 1990. Ces dernières années, la menace croissante incarnée par

12. Fonds monétaire international (mai 2009), *loc. cit.*

13. POITEVIN Cédric, « Transferts d'armes au Moyen-Orient : qui arme qui et pourquoi ? », *Note d'Analyse du GRIP*, 21 mars 2008, Bruxelles, < www.grip.org/fr/node/238 >.

14. « Saudi arms deal threatened over oil prices », *AFP*, 13 mai 2008.

15. Voir à ce propos TUTTLE Doug, « Fueling the arms race in the Middle East », *Center for Defence Information*, 2008.

16. POITEVIN Cédric (21 mars 2008), *loc. cit.*

l'Iran a conduit les États à construire un barrage militaire fort et à se créer un avantage militaire technologique dans l'éventualité d'une attaque israélienne ou américaine sur l'Iran, et, le cas échéant, d'une riposte de ce dernier¹⁷. Dans cette optique, les pays de la région poursuivent une logique de modernisation des inventaires militaires de leurs forces armées.

Bien que le CCG possède une aile militaire – le « Bouclier de la Péninsule » – destinée à coordonner une capacité militaire commune de dissuasion, force est de constater qu'elle n'a que très partiellement joué son rôle, n'agissant que pour régler des problèmes internes et non pour contrer une menace externe¹⁸. Une perception divergente des menaces, les intérêts personnels des États, des considérations de souveraineté nationale et la crainte d'une domination de l'Arabie saoudite¹⁹ peuvent expliquer l'échec du développement de capacités militaires conjointes fondées sur le partage du fardeau²⁰. Aussi, les États du CCG ont-ils préféré cimenter des arrangements sécuritaires bilatéraux avec les États-Unis et continuer de s'armer massivement de façon indépendante. Cette tendance devrait se poursuivre voire s'accroître dans les prochaines années.

Dans le classement sur les transferts d'armes établis par le SIPRI, quatre pays de la région figurent parmi les quinze plus grands importateurs mondiaux d'armes conventionnelles pour la période 2002-2011²¹ : les Émirats arabes unis (4^e), l'Arabie saoudite (12^e), l'Égypte (13^e) et Israël (14^e). Tandis que 22% des importations de matériel militaire mondiales était destiné au Moyen-Orient entre 2003 et 2007, la région n'a réceptionné que 17% des transferts internationaux d'armements entre 2007 et 2011. Les commandes effectuées par les États moyen-orientaux n'ont pourtant pas baissé au cours de cette période : si seuls 195 avions de combat ont été livrés entre 2007 et 2011, 416 autres ayant fait l'objet d'une commande étaient en attente de livraison à la fin 2011²².

Il va sans dire que la recherche de prestige de même que les aspirations de puissance de certains régimes interviennent également dans la militarisation de la région²³. L'allocation d'une importante part du budget national au domaine militaire est indubitablement influencée par les dépenses des principales puissances régionales : Israël et l'Arabie saoudite.

En outre, bien que la région MENA ne soit pas très peuplée, la plupart des pays de la région possèdent des forces armées assez larges en comparaison à la taille de la population (*voir Tableau 9 en annexe*). Les niveaux de dépenses élevés reflètent également le volume des effectifs

17. Congressional Research Service, *Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 2004-2011*, Washington, août 2012.

18. L'intervention militaire de la force de sécurité commune à Bahreïn du « Bouclier de la péninsule », le 14 mars 2011, conduite sous le leadership saoudien, en est l'exemple. Action de force commune inédite, elle n'était pas néanmoins pas dirigée contre une menace externe.

19. MISCHKOWSKY Philippe, « L'Union du Golfe, sous domination saoudienne », *Le Courrier international*, 9 mars 2012.

20. DAZI-HENI Fatiha, « Le conseil de coopération du Golfe : une coopération de sécurité et de défense renforcée ? », *CERI-Sciences Po*, septembre 2011.

21. Le classement du SIPRI est basé sur les données des « livraisons effectives d'armements conventionnels majeurs », ce qui exclut donc les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères, de petit calibre et les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI. Pour plus de détails LESPARRÉ Sabrina, MAMPAEY Luc, *Dépenses militaires, Production et transferts d'armes, Compendium 2013*, < <http://www.grip.org/fr/node/808> >.

22. HOLTOM Paul, BROMLEY Mark, WEZEMAN Pieter D., WEZEMAN Siemon T., « Trends in International arms transfers in 2011 », *SIPRI Fact Sheet*, mars 2012.

23. Voir notamment SENIORA Jihan, « Exportations européennes d'armes vers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient : L'Union européenne dominée par ses intérêts économiques ? », *Les Cahiers de l'Orient*, n°105, printemps 2012.

puisqu'elles incluent les salaires et pensions du personnel militaire. Par ailleurs, elles traduisent la prégnance des militaires au sein des régimes arabes, lesquels s'appuient sur les forces armées et de police pour assurer leur propre légitimité et leur pérennité²⁴. Aucune armée arabe n'a d'ailleurs remporté une victoire militaire au cours des dernières décennies et, au fil des années, les militaires ont progressivement délaissé les champs de bataille extérieurs pour se recentrer sur des missions internes à chacun des États²⁵. Comme l'exprime très justement Philippe Droz-Vincent, « les régimes ont toujours pris soin de satisfaire les demandes corporatistes des militaires (budgets importants, programmes de modernisation, sécurité sociale...) et de défendre les intérêts privés des corps d'officiers »²⁶. Institution aux nombreux privilèges, l'armée possède une place éminente au sein de la société arabe et conserve un rôle occulte majeur au cœur du pouvoir. Son influence a été particulièrement mise en lumière à la faveur des révoltes arabes puisqu'elle a joué un rôle de pivot, déterminant le renversement (en Égypte et en Tunisie où elle s'est désolidarisée du régime) ou la survie du régime en place (comme en Syrie où elle est restée plus cohésive) dans les pays du printemps arabe. Les contestations populaires ne sont pas un phénomène nouveau mais c'est la première fois que toutes n'ont pas été durement réprimées par l'armée. À cet égard, l'augmentation substantielle des salaires des militaires dans certaines monarchies du Golfe qui se sentaient menacées par ce vent de révolution – telles que l'Arabie saoudite – est révélatrice du poids considérable de l'armée dans les pays arabes.

1.2. L'Arabie saoudite : une domination pétrolière et régionale à consolider

1.2.1. L'envolée des chiffres

L'Arabie saoudite est le seul pays de la région à figurer parmi les dix pays affectant le plus de ressources financières au secteur militaire au monde : il se place à la 7^e position dans le classement des dix plus grands dépensiers en 2010 et en 2011. En outre, entre 2007 et 2010, l'Arabie saoudite caracole en tête du classement mondial en termes de part du PIB consacré aux dépenses militaires, avec une moyenne annuelle de 9,6%. Toutefois, c'est Oman qui occupe la tête du classement pour la décennie avec une moyenne de 10,8% du PIB entre 2007 et 2010, contre 9,3% pour la monarchie saoudienne, tous deux loin devant la moyenne régionale de 5,5%.

Avec un budget estimé à 36,93 milliards de dollars en 2011, l'Arabie saoudite apparaît comme l'État le plus dépensier de la région d'un point de vue militaire. Elle détenait déjà ce titre à la fin de la Guerre froide, période où ses dépenses ont commencé leur ascension en raison de la guerre du Golfe. L'explosion du prix de l'or noir au cours des années 2000 lui a permis d'étendre considérablement ses investissements militaires. En effet, deuxième producteur mondial de pétrole en 2012²⁷, le royaume saoudien repose sur la manne pétrolière pour plus de 90% de ses revenus. Or, la combinaison de prix élevés et d'une production accrue a doublé les revenus du pays en 2011 par rapport à 2009 permettant à la pétromonarchie de récupérer rapidement de la crise. Néanmoins, même lorsque le cours du Brent a fortement diminué, l'Arabie saoudite a

24. BOURRAT Flavien, « Les forces armées arabes, pilier central de l'état au défi des révolutions », *Moyen-Orient*, n°17, Janvier-Mars 2013.

25. Voir notamment BOURRAT Flavien, « La place et le rôle des armées dans le monde arabe contemporain », *Les Champs de Mars, Revue de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire*, Paris, hiver 2011 et GAUSE F. Gregory, « Arms Supplies and Military Spending in the Gulf », *Middle East Report*, n°24, juillet-septembre 1997.

26. DROZ-VINCENT Philippe, « Le rôle des militaires dans les transitions arabes », *Institut Européen de la Méditerranée (IEMed)*, Barcelone, 2012.

27. La Russie a en effet détrôné l'Arabie saoudite en 2012, sa production pétrolière ayant atteint son niveau le plus haut depuis la chute de l'URSS en 2012.

consacré un large pourcentage de son revenu national à la défense afin de maintenir une certaine ligne stratégique.

Tableau 4 - Lien entre prix du pétrole et dépenses militaires en Arabie saoudite

| | PIB (Milliards USD) | Prix moyen du baril (USD) | Part du revenu pétrolier dans le PIB | Dépenses militaires (millions USD) | Part des dépenses militaires dans le PIB |
|------|------------------------|---------------------------------|--|--|--|
| 2001 | 183,01 | 23,1 | 0,806 | 27 729 | 0,115 |
| 2002 | 188,55 | 24,4 | 0,780 | 24 343 | 0,098 |
| 2003 | 214,57 | 28,1 | 0,788 | 24 522 | 0,087 |
| 2004 | 250,34 | 36,1 | 0,841 | 27 262 | 0,084 |
| 2005 | 315,58 | 50,6 | 0,894 | 32 849 | 0,080 |
| 2006 | 356,63 | 61,1 | 0,897 | 37 420 | 0,083 |
| 2007 | 384,89 | 69,1 | 0,875 | 43 105 | 0,092 |
| 2008 | 476,30 | 94,5 | 0,893 | 42 306 | 0,080 |
| 2009 | 376,69 | 61,1 | 0,852 | 43 477 | 0,110 |
| 2010 | 450,79 | 77,5 | 0,904 | 45 245 | 0,101 |

Sources : GRIP sur base du SIPRI Military Expenditure Database < <http://milexdata.sipri.org/> >, de la base de données de la Banque Mondiale < <http://data.worldbank.org/> > et du *Military Balance 2012*.

L'Arabie saoudite effectue également d'importantes commandes militaires. Son pouvoir d'achat exceptionnel lui permet de maintenir une infrastructure militaire technologiquement avancée. Aussi, pour la période 2002-2006, elle se place la 12^e position du classement mondial des plus grands importateurs d'armements conventionnels majeurs établi par le SIPRI²⁸. Pour la période 2007-2011, elle gagne un rang et s'élève à la 11^e place. Par ailleurs, elle est l'un des cinq plus grands importateurs d'armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de pièces et composants, avec plus de 100 millions de dollars d'achats annuels entre 2001 et 2007²⁹. Entre 2004 et 2011, la monarchie saoudienne a conclu des contrats d'achat d'armement pour un total de 75,7 milliards de dollars, dont 33,7 milliards en 2011³⁰.

1.2.2. Principaux facteurs explicatifs des dépenses militaires

Une part non négligeable du budget militaire est utilisée pour rémunérer les militaires saoudiens³¹. De surcroît, en mars 2011, afin d'éviter une contamination du printemps arabe, le Roi Abdallah a consacré une part plus importante des dépenses militaires à l'augmentation de leurs salaires et à la création de 60 000 postes supplémentaires au sein du ministère de l'Intérieur.

Par ailleurs, à l'instar de ses voisins, Riyad s'est lancé dans des efforts importants de modernisation en effectuant de nombreux achats auprès de ses alliés clés, le Royaume-Uni et les États-Unis. Alors que depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis avaient fortement freiné leurs ventes d'armes à la monarchie saoudienne doutant de sa loyauté dans la lutte contre le terrorisme, ils se sont à nouveau imposés comme le principal fournisseur d'armes au royaume

28. Les Émirats arabes unis occupent la 4^e position pour la même période et l'Égypte au 11^e rang.

29. Small Arms Survey 2012, *loc. cit.*

30. Congressional Research Service, août 2012, *loc. cit.*

31. En 2010, le pays comptait en effet 233.500 militaires et paramilitaires sur une population de 26.245.969 Saoudiens ; International Institute for Strategic Studies (IISS), *The Military Balance 2012*, London: Routledge, 2012.

saoudien en signant un contrat historique : en novembre 2010, le Congrès américain a approuvé une vente d'armements lourds d'une ampleur considérable à l'Arabie saoudite, laquelle sera échelonnée sur une période de 15 à 20 ans. Ce plan de vente d'une valeur de 29,4 milliards de dollars³² prévoit notamment la livraison de 84 chasseurs F-15, de 72 hélicoptères lourds Black Hawk dont les Saoudiens possèdent déjà 22 exemplaires, de 60 hélicoptères antichars Apache Longbow, et de 36 hélicoptères légers Little Bird ainsi que la modernisation de 70 F-15 vendus précédemment. La crainte d'Israël de perdre son avantage stratégique militaire dans la région face à ces transferts technologiques de grande ampleur se serait progressivement dissipée suite à la promesse américaine de ne pas équiper les F-15 saoudiens de radars de tir supérieurs à ceux des Israéliens afin que ceux-ci conservent leur avantage qualitatif dans la région³³. En 2011, 99% des accords conclus par la pétromonarchie l'ont été avec les États-Unis³⁴. Précisons que les ventes d'armements américains au Moyen-Orient, et plus particulièrement aux États membres du CCG, font partie intégrale de la stratégie sécuritaire américaine, dans son combat contre Al-Qaïda et la menace iranienne³⁵.

Ces dernières années, l'Arabie saoudite a adopté une politique davantage interventionniste afin d'influencer la crise régionale sécuritaire, d'autant qu'elle se sent menacée de toute part : l'Irak au Nord, le Yémen au Sud, l'Iran à l'Est et la Corne de l'Afrique à l'Ouest. Ces tensions régionales ont poussé l'Arabie saoudite non seulement à augmenter ses dépenses en équipements militaires, mais aussi à renforcer considérablement ses capacités en matière de sécurité intérieure. Ainsi, Riyad aurait prévu de consacrer plus de 40 milliards de dollars à ce secteur pour la période 2011-2015³⁶.

2. Les dépenses militaires de l'Afrique du Nord

Ce chapitre se penche sur les ressources financières affectées par les quatre États nord-africains en suivant un schéma similaire à celui adopté au cours du chapitre précédent : après un passage en revue des grandes tendances régionales, un accent sera mis sur l'État dont l'ampleur des dépenses militaires réalisées au cours des dix dernières années surpasse de loin celles des autres États de la région, à savoir l'Algérie.

2.1. Tendances régionales

L'Afrique du Nord est la région qui a connu la plus rapide croissance de ses dépenses militaires au cours des dix dernières années puisque elles y ont augmenté de 108%, passant de 6,3 à 13,1 milliards de dollars, entre 2002 et 2011 (voir *Graphique 2 en annexe*). Cette progression considérable est principalement imputable à l'Algérie qui a accru ses dépenses de 170,35% sur la période, passant de 3,02 milliards de dollars en 2002 à 8,17 milliards de dollars en 2011.

32. Précisons que contrat pourrait encore être étendu.

33. HENRY Marc, « Israël ferme les yeux, au nom de la lutte contre l'ennemi commun », *Le Figaro*, 14 octobre 2007.

34. Congressional Research Service, août 2012, *loc. cit.*

35. *Ibidem*

36. Homeland Security Research Corporation, « Saudi Arabia Internal Security Market, 2011-2015 », *Rapport*, mars 2011.

Tableau 5 - **Dépenses militaires dans les pays d'Afrique du Nord**, en millions de dollars aux prix et taux de change de 2010.

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Algérie | 3,8 | 3,7 | 3,3 | 3,3 | 2,8 | 2,6 | 2,9 | 3,0 | 3,8 | 3,6 |
| Libye | 2,7 | 2,2 | 1,9 | 1,9 | 1,4 | 1,0 | 0,9 | 1,2 | / | / |
| Maroc | 3,9 | 3,6 | 3,7 | 3,4 | 3,4 | 3,3 | 3,2 | 3,3 | 3,3 | 3,5 |
| Tunisie | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 |

Source : GRIP sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < <http://milexdata.sipri.org/> >

Tableau 6 - **Proportion du PIB dédiée aux dépenses militaires en Afrique du Nord**, en % du PIB

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|----------------|------|-------|------|--------|----------------|------|------|------|------|
| Algérie | 2,40 | 2,44 | 3,29 | 2,35 | Maroc | 5,59 | 4,95 | 3,70 | 4,85 |
| Libye | 2,40 | -1,36 | 3,71 | -59,69 | Tunisie | 4,52 | 3,11 | 3,12 | -1,8 |

Source : GRIP sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < <http://milexdata.sipri.org/> >

D'autre part, tout au long de la décennie passée, entre 2 et 3% du PIB a été consacré au militaire par les pays de la région.

Bien qu'elle soit la sous-région africaine économiquement la plus vulnérable en raison de sa dépendance commerciale vis-à-vis de l'Europe, l'Afrique du Nord a globalement bien résisté à la crise pour les mêmes raisons que le Moyen-Orient. La Libye fut particulièrement touchée comme l'atteste les chiffres suivants, car 75% de ses exportations commerciales sont à destination de l'Europe. Toutefois, aucun de ces États n'a taillé dans ses dépenses militaires suite à la crise économique et financière mondiale.

Tableau 7 - **Taux de croissance du PIB**, en %, entre 2008 et 2011

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | Progression entre 2002 et 2011 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------------------------------|
| Algérie | 3 022 | 2 957 | 3 364 | 3 521 | 3 609 | 4 235 | 4 934 | 5 359 | 5 671 | 8 170 | +170% |
| Libye | 557 | 693 | 905 | 892 | 785 | 738 | 1 116 | / | / | / | +100% (à 2008) |
| Maroc | 2 232 | 2 364 | 2 298 | 2 385 | 2 408 | 2 479 | 2 766 | 2 953 | 3 161 | 3 186 | +42,7% |
| Tunisie | 457 | 475 | 484 | 521 | 542 | 498 | 539 | 556 | 563 | 583 | +27,6% |

Source: GRIP sur base de IMF World Economic Outlook Database, < <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/02/weodata/index.aspx> >.

Ces dépenses militaires paraissent motivées par des facteurs relativement similaires à ceux du Moyen-Orient : sécurité interne, prestige national, lutte contre le terrorisme et les différents trafics qui minent la stabilité de la zone ainsi qu'une certaine rivalité régionale.

Les États nord-africains se sont lancés dans un processus de surarmement, acquérant, chacun à leur rythme, des équipements militaires sophistiqués afin de moderniser leur armée nationale.

Une notable augmentation dans le volume des livraisons en Afrique du Nord peut être observée entre la période 2002-2006 et la période 2007-2011. Le volume des livraisons à destination de l'Algérie a augmenté de 307%, ce qui la propulse de la 24^e à la 7^e place dans le classement des importateurs d'armements conventionnels majeurs établi par le SIPRI. Le Maroc, quant à lui, est passé de la 51^e à la 25^e place entre les deux périodes, avec une augmentation de 440% de ses importations d'armements conventionnels majeurs³⁷. Aussi, préoccupé par l'impressionnant surarmement algérien à l'œuvre depuis le début de la décennie, le Maroc tente de ne pas laisser se creuser le déséquilibre militaire avec son voisin et acquiert des armes technologiquement avancées grâce à l'appui de l'Arabie saoudite³⁸. Si le Maroc a augmenté le budget consacré au renforcement de son potentiel militaire au cours de la dernière décennie, il enregistre « seulement » une hausse de 42,8% de ses dépenses militaires, handicapé par son absence de revenus pétroliers. Forte de sa manne gazière et pétrolière, la Libye dispose des moyens de rivaliser avec ses voisins maghrébins mais s'est vue freinée dans ses achats par les divers embargos sur les armes auxquels elle fut soumise (onusien et européen, respectivement jusque septembre 2003 et octobre 2004)³⁹. Quant à la Tunisie, elle ne dispose pas de ressources suffisantes pour concurrencer les trois autres pays nord-africains.

Enfin, l'effet des révoltes arabes doit aussi être pris en considération. La crainte des retombées de la crise libyenne a indubitablement boosté les commandes marocaines et algériennes. Pour preuve, en 2011, 9% des exportations d'armes mondiales étaient destinées à l'Afrique du Nord.

2.2. L'Algérie : un retard à rattraper

2.2.1. Des dépenses en forte augmentation

L'Algérie est le pays qui consacre le plus de ressources financières au secteur militaire en Afrique du Nord. Ses dépenses ont fortement augmenté au cours de la dernière décennie, passant de 3 milliards de dollars en 2002 à 8,2 milliards de dollars en 2011, soit une augmentation de 170%. Par ailleurs, craignant un débordement de la crise libyenne sur son territoire, l'Algérie a accru ses dépenses de 44% entre 2010 et 2011. Elle a d'ailleurs revu son budget en juillet 2011, l'augmentant de 22%.

D'autre part, selon le classement mondial établi par le SIPRI, le pays figurait parmi les cinq plus grands récipiendaires d'armes conventionnelles au monde, entre 2006 et 2010. Alors que l'Algérie n'occupait que la 24^e place entre 2002 et 2006, elle s'est hissée à la 7^e place pour la période 2007-2011, triplant ses dépenses d'importations de matériel militaire conventionnel. Enfin, pour la décennie 2002-2011, elle occupe la 11^e place du classement mondial et la première au Maghreb⁴⁰.

Ces niveaux élevés de dépenses militaires et d'importations d'armements sont possibles avant tout grâce à la manne constituée par les matières premières, en particulier le gaz naturel et le pétrole. Premier producteur d'hydrocarbure du continent, 10^e exportateur mondial de pétrole et 6^e exportateur mondial de gaz, l'Algérie a pu se prévaloir d'une croissance économique stable au cours de la dernière décennie grâce aux revenus pétroliers croissants qui lui ont permis d'effectuer des investissements colossaux dans le secteur de la défense, sans modifier la part du revenu

37. SIPRI Arms Transfers Database, < <http://armstrade.sipri.org> >.

38. BAHZOUZ Aomar, « Le Maghreb, le Sahara occidental et les nouveaux défis de sécurité », *L'Année du Maghreb*, 2007.

39. Pour rappel, la Libye est de nouveau sous embargo depuis février 2011.

40. SIPRI Arms Transfers Database, < <http://armstrade.sipri.org> >.

national consacrée au militaire. Au cours de la dernière décennie, la part du PIB consacrée aux dépenses militaires a toujours avoisiné les 3-4%, un niveau similaire à celui de son voisin marocain.

2.2.2. Principaux facteurs explicatifs des dépenses militaires

Cette tendance s'inscrit dans une stratégie de long terme façonnée en réponse aux défis sécuritaires qui se posent dans la région et qui prend racine dans l'histoire du pays. En effet, l'Algérie est le seul pays arabe où l'armée est à l'origine même de la création de l'État, conférant *de facto* une place singulière à l'armée comme socle du régime⁴¹. Basé sur le modèle prétorien, le système politique algérien est dominé par les hautes figures de l'armée⁴². Cette influence considérable de l'élément militaire explique la priorité dont il profite dans le cadre des décisions budgétaires. À cet égard, les salaires des militaires représentent une part non négligeable des montants alloués à la défense puisque près de 1% de la population algérienne travaille au sein des forces armées ou paramilitaires : 110 000 personnes occupent un poste au sein de l'armée de terre, 6 000 au sein de la marine et 14 000 au sein des forces de l'air, 187 200 personnes dans le domaine paramilitaire et la réserve de l'armée se compose de 150 000 personnes sur une population totale de 34 994 937 en 2011⁴³.

Plus importante encore est l'influence de la guerre civile algérienne (1990-2000), période de troubles financiers et politiques causés par une lutte sans précédent du gouvernement contre le terrorisme, dans la justification de cet effort militaire. L'Algérie semble vouloir profiter de ce retour (provisoire ?) à l'accalmie pour rattraper son retard militaire. Il est vrai qu'elle a beaucoup souffert du déficit d'équipements militaires pour contrer le terrorisme au cours de la décennie noire en raison des restrictions sur les ventes d'armes décrétées par certains pays occidentaux tels que les États-Unis ou la Grande-Bretagne. Ainsi, durant toute la décennie 1990, l'Algérie a dépensé pour moins de 500 millions de dollars en achats de matériel de guerre.

Les changements intervenus dans l'environnement sécuritaire ont permis à l'Algérie de saisir l'opportunité d'inclure sa guerre civile et ses luttes politiques dans le combat global contre le terrorisme sur fond de lutte d'influence entre la France et les États-Unis dans cette région. Les États-Unis et plusieurs États membres de l'Union européenne ont réitéré publiquement leur soutien à la politique algérienne de lutte contre le terrorisme, ouvrant ainsi la voie à la reprise des transferts militaires au profit de l'Algérie⁴⁴. En proie avec les groupes islamistes radicaux dès le début des années 1990, l'armée algérienne, précurseur en matière de lutte contre le terrorisme, poursuit son combat contre les groupes terroristes islamistes – en particulier Al-Qaïda au Maghreb islamique – qui continuent de sévir dans la région. À cet égard, le rapport 2011 du Département d'État américain sur le terrorisme dans le monde s'attarde sur les succès algériens, soulignant l'accroissement considérable des moyens qui sont attribués à la lutte anti-terroriste.⁴⁵

Par ailleurs, à l'instar d'autres États rentiers, la hausse continue du prix du pétrole depuis le début des années 2000 a permis à l'Algérie de se lancer dans un ambitieux processus de modernisation de ses arsenaux militaires vétustes et de professionnalisation de son armée, et notamment de sa flotte, non seulement pour garantir une meilleure protection de son espace maritime mais

41. BOURRAT Flavien, *loc.cit.* ; Pour un bref historique du rôle de l'armée en Algérie voir notamment : THURIOT Margaux, « Des militaires au cœur des décisions de l'état », *Moyen-Orient* n°17, Janvier-Mars 2013.

42. HACHEMAOUI Mohammed, « La corruption politique en Algérie : l'envers de l'autoritarisme », *ESPRIT*, juin 2011.

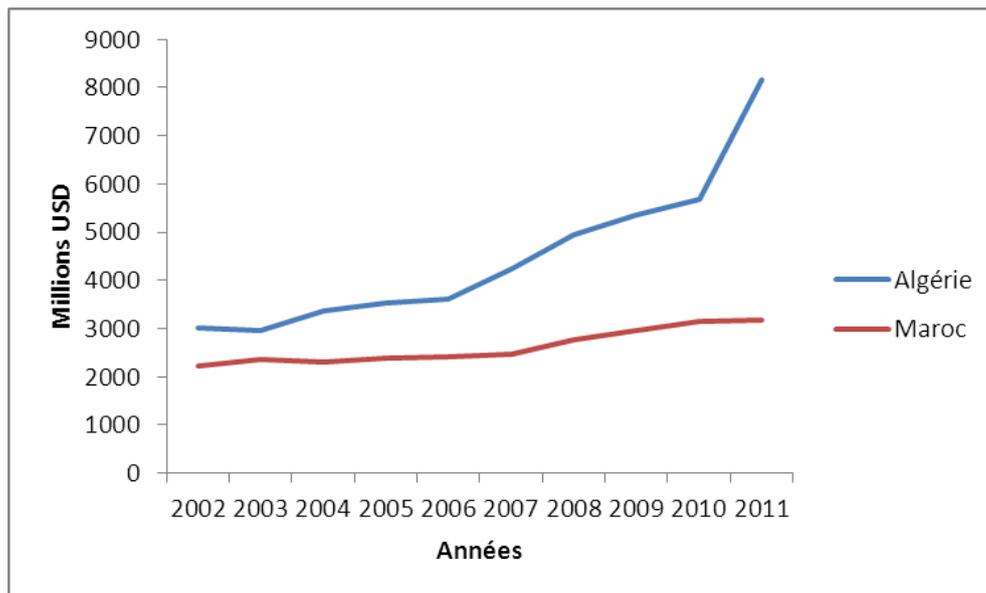
43. INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES (IISS), *loc. cit.*

44. RAVENEL Bernard, « L'Algérie, entre les États-Unis et la France », *Les études de Damoclès/CDRPC*, Lyon, 2000.

45. US Department of State, *Country Reports on Terrorism 2011*, Washington, juillet 2012.

également en guise de réponse au plan de développement de la Marine marocaine. Les considérations de prestige national sont loin d'être étrangères à ces dépenses colossales. Si un affrontement direct algéro-marocain est très peu probable, les deux voisins se livrent en effet une course à l'armement de basse intensité dans le cadre d'une rivalité militaire sur fond de tensions au Sahara occidental⁴⁶. Contrairement au Maroc, l'Algérie dispose de moyens à la hauteur de ses ambitions, même si cette santé financière demeure fragile au vu de la forte dépendance de l'économie algérienne par rapport aux fluctuations du cours du pétrole.

Graphique 1 - Évolution des dépenses militaires de l'Algérie et du Maroc



Source : GRIP sur base de SIPRI Military Expenditure Database, < <http://milexdata.sipri.org/> >

Enfin, il est essentiel de ne pas négliger la position géographique de l'Algérie. Bien qu'elle ne semble pas directement menacée dans son intégrité territoriale, elle est entourée de zones de troubles, avec à l'Est, la Libye, à l'Ouest, le conflit non résolu au Sahara occidental et au Sud, un Sahel de plus en plus instable⁴⁷. De tels niveaux d'importations militaires élèvent l'Algérie au rang de puissance militaire incontestable dans la région nord-africaine.

3. Une question de priorités

Ces montants élevés interpellent et suscitent de nombreuses interrogations quant aux priorités budgétaires de certains États. Si la situation de la région MENA n'est certes pas comparable avec la détresse humaine que connaissent certains pays d'Afrique sub-saharienne, il reste que la « fièvre acheteuse d'armement »⁴⁸ qui s'est emparée de cette partie du globe et qui semble dépourvue de toute rationalité sécuritaire, se fait au détriment des fonds sociaux et de développement. Pire

46. VRANCKX An, *Rhetoric or Restraint? Trade in Military equipment under the EU transfer control system: a report to the EU Presidency*, Gent, Academia Press, novembre 2010.

47. MEZOUAGHI Mihoub, « Algérie : une trajectoire de puissance régionale incertaine », *Actuelle de l'IFRI*, décembre 2012, Paris.

48. Expression empruntée à BAHZOUZ Aomar, « Le Maghreb, le Sahara occidental et les nouveaux défis de sécurité », *L'Année du Maghreb*, 2007.

encore, cette course aux armes, à coups d'achats faramineux, est entrée dans un cercle vicieux, des niveaux de militarisation toujours plus élevés produisant un climat de méfiance réciproque puisque chaque État qui accroît son arsenal militaire crée un sentiment d'insécurité chez son voisin qui, à son tour, renforce ses capacités défensives. Cette spirale s'avère non seulement onéreuse mais aussi, et surtout, dangereuse pour la paix internationale⁴⁹.

Ce dernier chapitre entend soulever quelques pistes de réflexion relatives à la proportion des dépenses publiques concourant au renforcement du potentiel militaire, d'une part en comparaison à celles affectées à la santé et à l'éducation⁵⁰ et, d'autre part dans le cadre de la problématique de l'accumulation d'armements. Enfin, il met en garde contre les risques posés par le manque de transparence des dépenses et par son corollaire, la corruption.

3.1.1. Quand les armes prennent le pas sur le social

Alors que les ressources pétrolières auraient pu être utilisées pour répondre aux aspirations des peuples et asseoir le développement, il s'avère qu'elles ont été réparties de façon très inégale. De manière générale, les dépenses pour l'éducation représentent en moyenne 4,5% du PIB dans la région MENA contre 5,3% du PIB dans les pays de l'OCDE (alors que les infrastructures sont déjà largement présentes dans cet ensemble de pays). Les filets de protection sociale sont par ailleurs insuffisants voire inexistant dans certains des pays de la région.

Les revenus pétroliers de l'Algérie n'ont pas contribué à l'émergence d'une économie diversifiée et la population n'en a pas bénéficié puisque malgré ses extraordinaires recettes, elle présente un Indice de Développement Humain (IDH) considéré comme moyen (le pays se classant à la 96^e position sur 187 en 2011)⁵¹. En 2007, près de 20% des Algériens vivaient sous le seuil de pauvreté et un quart de la population active était au chômage⁵². La Jordanie et la Syrie sont également répertoriées parmi les états dont l'IDH est considéré comme moyen, occupant respectivement les 95^e et 119^e positions sur 187 en 2011. Quant au Maroc (situé à la 140^e place du classement 2011 de l'IDH), il tente de rester dans la course régionale malgré ses moyens limités, renforçant ses capacités militaires en recourant à des sponsors étrangers alors que les programmes de développement souffrent d'un déficit de fonds.

De surcroît, la Méditerranée orientale – qui comprend tous les pays de la zone MENA telle que nous l'avons définie sauf l'Algérie – affiche une moyenne de part du PIB consacré aux dépenses de santé extrêmement basses par rapport aux autres pays du monde, aussi bien en 2000, avec 4,2% contre 8,2%, qu'en 2009 où elle ne s'élève qu'à la moitié de la moyenne mondiale, avec 4,7% contre une moyenne mondiale de 9,4%⁵³.

49. Mentionnons à cet égard, cette citation de Rousseau : « toutes les horreurs de la guerre proviennent des soins qu'on avait pris pour les prévenir ».

50. En référence au 8^e critère de la Position commune de l'Union européenne en matière d'exportations d'armements. Pour rappel, huitième critère : compatibilité des exportations de techno-logie ou d'équipements militaires avec la capacité technique et économique du pays destinataire, compte tenu du fait qu'il est souhaitable que les États répondent à leurs besoins légitimes de sécurité et de défense en consacrant un minimum de ressources humaines et économiques aux armements.

51. PNUD, « Rapports sur le développement humain », < <http://hdr.undp.org/fr/statistiques/idh> >.

52. MARTINEZ Luis, « La rente pétrolière en Algérie : de Boumédiène à Bouteflika », *Moyen-Orient*, n°1, août-septembre 2009.

53. Base de données de l'OMS, < http://www.who.int/gho/publications/world_health_statistics >.

Tableau 8 - Allocation du revenu national à la santé, l'éducation et le militaire, en % du PIB⁵⁴

| | Part des dépenses d'éducation dans le PIB | Part des dépenses de santé dans le PIB | | Part des dépenses militaires dans le PIB | | Indice de développement humain (IDH) | |
|-----------------|---|--|--------|--|--------|--|------|
| | 2008 | 2000 | 2010 | 2000 | 2010 | Valeur | Rang |
| Algérie | 4,30% | 3,50% | 4,20% | 3,40% | 3,60% | 0,698 | 96 |
| Arabie saoudite | 5,60% | 3,70% | 4,30% | 10,60% | 10,10% | 0,770 | 56 |
| Belgique | 6,40% | 9,10% | 10,70% | 1,40% | 1,10% | 0,886 | 18 |
| Bahreïn | 2,90% | 4,00% | 5,00% | 4,00% | 3,40% | 0,806 | 42 |
| Égypte | 3,80% | 5,40% | 4,70% | 3,20% | 2,00% | 0,644 | 113 |
| EAU | / | 2,60% | 3,70% | 9,40% | 6,90% | 0,846 | 30 |
| Irak | / | 2,80% | 8,40% | / | 2,40% | 0,573 | 132 |
| Iran | / | 4,60% | 5,60% | 3,70% | / | 0,707 | 88 |
| Israël | / | 7,40% | 7,60% | 8,00% | 6,50% | 0,888 | 17 |
| Jordanie | / | 9,70% | 8,00% | 6,30% | 5,00% | 0,698 | 95 |
| Koweït | / | 2,50% | 2,60% | 7,20% | 3,60% | 0,760 | 63 |
| Liban | 2,00% | 9,90% | 7,00% | 5,40% | 4,20% | 0,739 | 71 |
| Libye | / | 3,30% | 3,90% | 3,10% | / | 0,760 | 64 |
| Maroc | 5,60% | 4,20% | 5,20% | 2,30% | 3,50% | 0,582 | 130 |
| Oman | / | 3,10% | 2,80% | 10,80% | 8,50% | 0,705 | 89 |
| Qatar | 2,50% | 2,30% | 1,80% | / | / | 0,831 | 37 |
| Syrie | 4,60% | 4,90% | 3,40% | 5,50% | 4,10% | 0,632 | 119 |
| Tunisie | 6,30% | 6,00% | 6,20% | 1,80% | 1,40% | 0,698 | 94 |
| Yémen | 5,20% | 4,50% | 5,20% | 4,40% | / | 0,462 | 154 |

Source : GRIP sur base des statistiques de l'UNESCO, < <http://stats.uis.unesco.org> >, de l'OMS, < <http://apps.who.int/gho/data/> > et du SIPRI Military Expenditure Database, < <http://milexdata.sipri.org/> >.

Toutefois, il faut se garder de tirer des conclusions hâtives : si ces chiffres reflètent assurément la prégnance du secteur militaire au sein de ces États, ils ne cachent pas toujours des systèmes de santé et/ou d'éducation déficients. Ainsi l'Arabie saoudite dispose de telles ressources financières que les sommes allouées à la santé permettent largement de couvrir les besoins des citoyens saoudiens. Le système saoudien est perfectible et des marges d'amélioration subsistent en particulier à l'endroit des immigrés, qui représentent près du tiers de la population saoudienne. Bien que ce soit cette immigration massive qui permette l'essor économique exceptionnel du royaume saoudien, elle fait l'objet de nombreuses exploitations et ne bénéficie pas des soins de santé publics, ni, a fortiori, de l'éducation⁵⁵.

Enfin, la récente ouverture démocratique de certains pays de la région a pu faire jaillir l'espoir que moins d'attention soit accordée aux armes et davantage à l'humain. Jusque-là, il n'en est rien. Le social se présente comme le pilier oublié du printemps arabe : aucune réforme n'est en cours dans

54. Précisons que comparer les statistiques de l'année 2000 aux statistiques de l'année 2010 n'a pas de sens puisque la tendance à la baisse observée n'est pas révélatrice des priorités des États mais bien de l'explosion du prix du pétrole qui a boosté les revenus des États dotés de ressources en hydrocarbures.

55. RIGOLET-ROZE David, « La « Saoudisation » de l'emploi : un défi démographique autant que socio-économique, sinon politique », *Revue européenne des migrations internationales* vol. 23 - n°1, 2007.

ce domaine, qui fut traditionnellement du ressort de la sphère religieuse (y compris radicale), prenant le relais pour combler les insuffisances du pouvoir politique.

3.1.2. La question de l'accumulation d'armes

À côté du volume considérable que constituent ces dépenses détournées des domaines clés de la santé et de l'éducation, une autre dimension problématique est à prendre en considération : l'accumulation dans le temps d'armements par un État⁵⁶. Les sommes astronomiques consacrées à l'achat d'armes et les stocks qu'elles ont permis d'engranger interpellent.

Cinq pays arabes figurent parmi les dix nations les plus militarisées au monde dans le classement 2012 de l'index de militarisation global (GMI), établi par le Bonn International Center for Conversion (BICC) et qui dépeint le poids relatif de l'appareil militaire d'un État par rapport à sa société dans son ensemble : Israël, la Syrie, la Jordanie, le Koweït et l'Arabie saoudite⁵⁷. Oman, Bahreïn et les Émirats arabes unis font également partie du Top 20.

Ces très hauts niveaux de militarisation constituent indubitablement un facteur de déstabilisation de la région, déjà en permanente ébullition, nourrissant les menaces existantes et créant des risques supplémentaires qu'une simple provocation ne déclenche un grave conflit armé.

Certes, un accroissement des dépenses militaires ne signifie pas, *per se*, un gonflement du volume d'armes car les États se tournent de plus en plus fréquemment vers des armes technologiquement très sophistiquées et donc également plus onéreuses. Les programmes de modernisation de l'armée ou encore d'élimination d'équipements vétustes sont également coûteux⁵⁸. Il n'empêche que, dans le cas de l'Arabie saoudite par exemple, les données relatives aux transferts d'armements mettent en exergue la surabondance d'armes sur le territoire saoudien, et notamment d'armes légères et de petit calibre dont la durée de vie est particulièrement longue.

3.1.3. L'opacité des dépenses militaires, pilier de la corruption

Au terme de cette analyse, il convient de rappeler toute la prudence qui s'impose lors de l'examen des dépenses des États étudiés en raison d'un fléau omniprésent dans la zone : la corruption. D'après une étude récente menée par la section britannique de Transparency International⁵⁹, tous les pays de la région affichent en effet des risques élevés de corruption dans le secteur de la défense, les plus mauvais élèves en la matière étant l'Algérie, l'Égypte, la Libye, la Syrie et le Yémen⁶⁰. Bahreïn, l'Iran, le Qatar et l'Arabie saoudite figurent parmi les pays présentant de très hauts risques de corruption. Favorisée par une culture du secret-défense excessive, la corruption rampante présente des risques particulièrement inquiétants au vu de la masse des dépenses engendrées par des gouvernements qui ne sont pas – ou très partiellement – contrôlés par une

56. ROUSSEAU, Nicolas et SENIORA, Jihan, « Exportations d'armes européennes et développement durable : incohérences et ambiguïtés des pratiques », *Note d'Analyse du GRIP*, 30 mars 2011, Bruxelles.
< www.grip.org/fr/node/137 >.

57. GREBE Jan, *Middle East remains in top position of Global Militarization Index*, Bonn International Center for Conversion, 13 novembre 2012.

58. Nations unies, Département des Affaires de désarmement, « Relation entre le désarmement et le développement dans le contexte international actuel », *Série d'études 31*, New York : Nations unies, 2005.

59. Transparency International UK, *Middle East and North African governments have high risks of defence-related corruption*, février 2013.

60. Transparency International UK, *Middle East and North African governments have high risks of defence-related corruption*, février 2013.

instance législative⁶¹. De tels niveaux de corruption en cette période de frénésie militaire, pose avec d'autant plus d'acuité la question de la priorisation des ressources financières publiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Conclusion

La fin de la Guerre froide et les changements géopolitiques qui en ont résulté semblaient inaugurer le début d'une ère nouvelle pour l'économie de la défense, dont la place au sein du budget national serait réduite au profit du développement. Pourtant, vingt ans plus tard, force est de constater qu'il n'en est rien dans la plupart des régions du monde.

Le Sud et l'Est de la Méditerranée ne font pas exception à cette militarisation mondiale en cours. Au contraire, les États nord-africains et moyen-orientaux se démarquent même par un regain voire une intensification des dépenses militaires, lesquelles n'ont que peu ou pas été affectés par les remaniements budgétaires qui se sont imposés dans de nombreux pays suite à la crise économique et financière mondiale. En particulier, la rente tirée des exportations d'hydrocarbures a permis aux pétromonarchies ainsi qu'à l'Algérie d'investir massivement dans le secteur de la défense.

Ainsi, si cet ensemble régional s'avère hétérogène sur certains aspects, la plupart des pays qui le composent présentent la caractéristique commune d'ériger la défense au rang des priorités gouvernementales et budgétaires. La dernière décennie a été témoin de l'ampleur croissante des dépenses militaires engagées par les pays moyen-orientaux et nord-africains dont les logiques s'avèrent parfois difficiles à saisir puisque les pays les plus dépensiers ne sont *a priori* pas menacés dans leur intégrité territoriale. Modernisation de l'armée, considérations de prestige national et perceptions de menaces semblent être les principales justifications d'une telle frénésie militaire.

Quoiqu'il en soit, les efforts militaires déployés par les États de ces régions répondent à des besoins de défense et de sécurité propres aux particularités de chacune d'elles : ambitions nucléaires de l'Iran, question palestinienne et domination de l'Arabie saoudite, au Moyen-Orient ; terrorisme islamiste, dommages collatéraux de la crise libyenne et surarmement de l'Algérie, en Afrique du Nord.

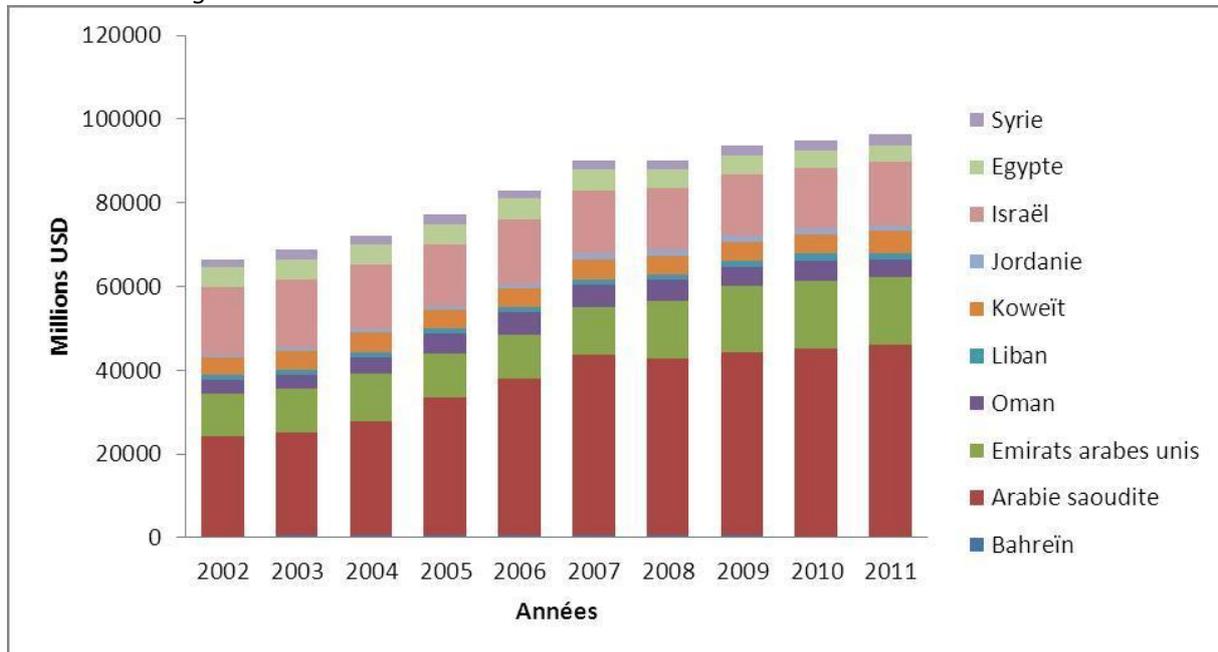
Il y a trente ans, l'Irak et la Somalie affichaient les rapports les plus élevés entre les dépenses militaires et les dépenses d'éducation et de santé. Les troubles qu'ont connus ces deux pays n'ont nul besoin d'être rappelés. Sans se risquer à des parallèles simplistes, il est toutefois inquiétant que certains gouvernements privilégient les investissements militaires dans le spectre d'une éventuelle menace aux contours encore flous aux dépens des dépenses sociales, se souciant davantage de leur sécurité stratégique que de celle de leurs citoyens. Enfin, plus alarmant encore, certaines de ces armes acquises au nom de la traditionnelle sécurité du territoire national et supposées protéger la population, deviennent parfois celles qui la menacent. Comme les funestes conséquences des récents soulèvements populaires l'ont démontré, la répression prend encore le pas sur la négociation dans certaines régions du monde.

* * *

61. *Ibidem*.

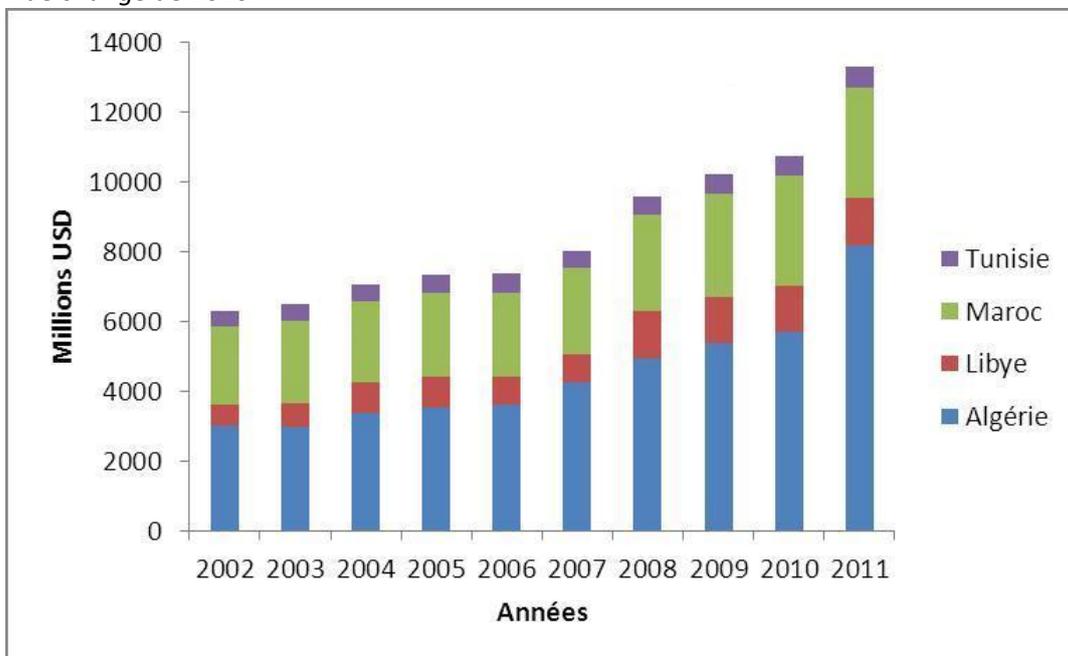
Annexes

Graphique 2 - Répartition des dépenses militaires au Moyen-Orient⁶², en millions de dollars aux prix et taux de change de 2010.



Source : GRIP sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < <http://milexdata.sipri.org/> >⁶³

Graphique 3 - Répartition des dépenses militaires en Afrique du Nord, en millions de dollars aux prix et taux de change de 2010.



Source : GRIP sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < <http://milexdata.sipri.org/> >⁶⁴

62. À l'exclusion de l'Iran, Irak, Yémen et Qatar.

63. En raison de l'absence de données pour ce pays en 2011, les dépenses effectuées par les Émirats arabes unis en 2011 ont été estimées à la valeur de 2010.

64. En raison de l'absence de données pour la Libye entre 2008 et 2011, les dépenses effectuées par le pays entre 2008 et 2011 ont été estimées à la valeur de 2008.

Tableau 9 - Poids du secteur militaire dans les pays du Moyen-Orient

| | Population | Forces armées (actifs) | Dépenses militaires en millions USD (2011) | Dépenses militaires en % du PIB (2010) |
|---|------------|---------------------------|---|---|
| Arabie saoudite | 26 131 703 | 233 500 | 46 219 | 10,1 |
| Bahreïn | 1 214 705 | 8 200 | 883 | 3,4 |
| Égypte | 82 079 705 | 438 500 | 4 107 | 2,0 |
| EAU | 5 148 664 | 44 000 | / | / |
| Irak | 30 399 572 | 271 400 | 5 568 | 2,4 |
| Iran | 77 891 220 | 523 000 | / | / |
| Israël | 7 473 052 | 176 500 | 15 209 | 6,5 |
| Jordanie | 6 508 271 | 100 500 | 1 310 | 5,0 |
| Koweït | 2 595 628 | 15 500 | 5 178 | 3,6 |
| Liban | 4 143 101 | 59 100 | 1 657 | 4,2 |
| Oman | 3 027 959 | 42 600 | 4 074 | 8,5 |
| Qatar | 1 849 257 | 11 800 | / | / |
| Syrie | 22 517 750 | 295 000 | 2 490 | 4,1 |
| Territoires palestiniens occupés | 4 225 710 | / | / | / |
| Yémen | 24 133 492 | 66 700 | / | / |

Source : GRIP sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < <http://milexdata.sipri.org/> >

Avec le soutien de la



Wallonie

Fanny Lutz est chargée de recherche pour le projet « Armes légères et transferts d'armes » au GRIP. Son travail porte notamment sur le contrôle des transferts d'armements. À cet égard, elle travaille en particulier sur les dépenses militaires, les détournements et les trafics d'armes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < www.grip.org >